



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 8 février 2021

Un programme de lutte contre les catastrophes sanitaire et sociales !

Alors qu'il est toujours aussi difficile de se faire vacciner contre le Covid et que les livraisons des vaccins prennent du retard, Macron s'est réuni avec les labos pour leur faire promettre un peu plus de doses. Une promesse payée par des nouvelles subventions, car il s'agit de verser 300 millions d'euros supplémentaires aux patrons du secteur pharmaceutique. Pendant ce temps, Sanofi annonce que son dividende va dépasser les quatre milliards d'euros... et supprime 1 700 postes, dont 1 000 en France et 400 dans la recherche.

Pénuries, pénuries...

Alors qu'il y aurait enfin un moyen pour combattre l'épidémie, le système des brevets et la loi du profit freinent la production de vaccins. La pénurie de doses s'installe, après celle de matériel médical, de masques, de médicaments, de tests.

Pendant ce temps, dans les hôpitaux, les déprogrammations de soins continuent, augmentant les risques sur la santé. Toujours plus d'efforts sont demandés aux travailleurs de la santé. Et les projets de réorganisation hospitalière continuent : 300 suppressions de lits programmées avec le nouvel hôpital Paris-Nord, 150 à Marseille, etc.

La faute à qui ?

Dans les écoles, le gouvernement jure que les vacances de février ralentiront la circulation du virus. À la Toussaint, Blanquer affirmait pourtant l'inverse. Contraint d'admettre la réalité des contaminations en milieu scolaire, le ministre accuse les masques en tissu et renvoie à la « responsabilité individuelle ». Et les classes surchargées par manque de salles et de profs, les 1 800 postes supprimés à la rentrée 2021, c'est la faute à qui ? Dans la santé comme dans l'éducation, les moyens et le personnel qui manquent depuis longtemps deviennent désormais indispensables à la sécurité sanitaire. Mais le gouvernement n'en a que faire, et laisse encore une fois les travailleurs assumer la charge de la situation sanitaire.

Une politique taillée comme un costard de patron

Pour ce qui est de fliquer la population, en revanche, Darmanin et ses flics s'agitent sur ceux qui n'ont pas pu rentrer chez eux cinq minutes après 18 heures. La préfecture de police de Paris se félicitait d'avoir contrôlé 3 500 personnes vendredi dernier ! Métro, boulot, dodo, et surtout boulot ! Sinon une prune...

Les seuls qui échappent à ce tour de vis sont bien les grands patrons. Contrairement au virus, les restrictions gouvernementales s'arrêtent à leur porte. Le télétravail serait efficace pour réduire les contaminations, mais pour la ministre du Travail, pas question de manier le

bâton contre les employeurs qui préfèrent l'exploitation en « présentiel ». Tout juste quelques gronderies devant les caméras.

Les intérêts de ces grands patrons exploités et licenciés sont la seule boussole de la politique sanitaire et économique du gouvernement.

En avant pour nos intérêts de travailleurs

Tandis que les cadeaux continuent pour le patronat, l'indemnité de chômage partiel tombera, elle, de 84 % du salaire net à 72 % au 1^{er} mars. Entre ce chômage partiel au rabais et les plans de licenciement qui se multiplient, sous couvert de départs « volontaires » ou non, les travailleurs sont les seuls à payer cette crise.

Le gouvernement et les patrons font cause commune pour préserver les profits et gérer l'épidémie sur le dos de notre santé, de nos emplois, de nos salaires et de nos conditions de vie. Sur tous ces sujets, nous avons une voix à faire entendre. Pas un centime de notre poche ! Pas un poste en moins, pas un licenciement ! Ni jeunes ni retraités qui fassent la queue aux soupes populaires ! Réduction du temps de travail sans perte du salaire pour en finir avec le chômage ! Embauche en fixe de tous les précaires. Les profits accumulés par les grandes entreprises suffisent largement pour maintenir les rémunérations et partager le travail entre tous, pour mettre les moyens qu'il faut, c'est-à-dire des embauches, dans la santé et la production de vaccin, dans l'éducation et dans tous les services essentiels. Ceux qui luttent contre les licenciements à TUI, Total Grandpuits et Sanofi montrent la voie.

NOTRE PRESSE

version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



Une grève en travers de la gorge de PSA

Pendant des jours, les travailleurs de PSA Kenitra Maroc se sont mis en grève massivement pour réclamer des salaires décents. Payés 240 € par mois (moins que le SMIC marocain), pour des semaines de 48 heures, travail les jours fériés et samedis après-midi...

La semaine dernière la grève a été suspendue. La première victoire des ouvriers marocains, c'est de s'être mobilisés, d'avoir fait peur à leur patron, de ne pas avoir craint l'encerclement par les forces de polices du régime, d'avoir été solidaire malgré les divisions que tente d'attiser au quotidien la direction.

Cette usine a été inaugurée il y a 18 mois seulement, avec le plein soutien de l'état marocain : exonérations d'impôts, terrains gratuits, construction d'un port en eau profonde pour l'exportation...

PSA, aidé et protégé par le régime, s'est senti libre d'exploiter à outrance les salariés... sa rapacité est tombée sur un os. Et ce n'est que le premier...

Des puces bloquent toutes les machines...

La pénurie de puces électroniques qui sévit à l'échelle mondiale impacte aujourd'hui les productions de l'industrie automobile.

Chez PSA, l'usine Opel d'Eisenach en Allemagne est à l'arrêt, celle de Saragosse en Espagne a fermé une ligne en fin de semaine. En France, les usines PSA de Sochaux et Rennes ont annulé les deux derniers samedis et Mulhouse se prépare à une semaine de fermeture entre février et mars. Tout ça avec menace de chômage partiel et pertes de salaires à la clé.

À force de faire pression pour baisser les prix, pour les fournisseurs la fabrication de puces pour l'automobile n'est plus une priorité. Ce n'est pas à nous de payer la gestion capitaliste, catastrophique et mondiale de nos imbéciles de patrons !

Dans le pire des cas, si je ne travaille pas, faudra que je reprenne la boîte de papa !

L'alliance PSA-Fiat-Chrysler, appelée Stellantis, est une multinationale de 200 usines appartenant à des dizaines de milliers d'actionnaires éparpillés. Mais elle a bien à sa tête des profiteurs, en chair et en os. La famille Peugeot, actionnaire historique de PSA et la famille Agnelli, fondatrice de Fiat, restent les principaux propriétaires de Stellantis. Parmi les principaux dirigeants de Stellantis autour du directeur général Carlos Tavares, on retrouve donc Robert Peugeot (32^e fortune française avec 3,2 milliards d'euros) et 2 cousins de la famille Agnelli.

Carlos Tavares a bien réussi son coup pour rincer ces vieilles dynasties de l'aristocratie industrielle européenne d'héritiers, exploiters d'ouvriers de pères en fils, tous nés une cuillère en or dans la bouche.

Sanofric soigne ses actionnaires

Sanofi va supprimer 1700 postes en Europe, dont un millier en France. Cela ne va pas aider à développer ou à produire des vaccins... Les salariés et la population n'ont qu'à se débrouiller, ce qui compte c'est que l'entreprise a annoncé une progression de ses bénéfices de 340 % sur l'année 2020 !

De quoi maintenir les emplois déjà existants et en créer de nouveaux pour supporter la charge de travail ? Sanofi préfère arroser ses actionnaires, leur versant plus de quatre milliards de dividendes... Ces patrons qui jouent avec la santé publique se croient tout permis, mais ils pourraient bien en rabattre, car les salariés Sanofi commencent à faire entendre leur colère.

Loi séparatisme : une surenchère raciste initiée par LREM

Après avoir accompagné la campagne nauséabonde de Macron et Darmanin sur le « séparatisme », les députés LREM reprochent maintenant aux parlementaires LR de multiplier les amendements sécuritaires et racistes à ce projet de loi.

Certes, les Républicains filent le train à Le Pen, en assimilant islam et terrorisme ou en proposant d'interdire le voile dans la rue. Mais c'est bien le gouvernement qui a ouvert les vannes du racisme avec sa loi sur le séparatisme. Une opération « contre-feu », qui ciblait les musulmans et visait à détourner l'attention de la politique du gouvernement, et notamment du fiasco sanitaire.

Contre tous les racistes, l'unité des travailleurs !

À bas la dictature militaire en Birmanie !

Lundi 1^{er} février, l'armée a pris le pouvoir en Birmanie. Certains réseaux sociaux sont bloqués et des centaines de personnes arrêtées, dont le président du pays ainsi que la principale dirigeante, Aung San Suu Kyi. Certes, l'armée n'avait vraiment jamais quitté la scène, même pendant les années dites de « démocratisation ». Et Aung San Suu Kyi, qui était loin de défendre en quoi que ce soit les travailleurs et les pauvres de Birmanie, avait couvert et approuvé les massacres et expulsions des Rohingyas.

L'armée reprend les pleins pouvoirs pour assurer sa dictature, mais la jeunesse et les couches populaires ne se laissent pas arrêter par la répression. Dimanche 7 février, ils ont manifesté par centaines de milliers (100 000 dans la capitale) dans toutes les villes du pays. Des appels à la grève sont lancés. L'armée n'a pas encore gagné !

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

